

## AAFU / AFUS 2006-2007

Le Comité Exécutif et ses organes subsidiaires pour 2006-2007 ont été constitués comme suit :  
The Executive Committee and its subsidiary organs for 2006-2007 are as follows:

*Président d'honneur / Honorary President* : André Chakour  
*Présidente / President* : Yolaine Nouguié  
*Vice-Présidents / Vice-Presidents* : Robert Kalman, Georges Kutukdjian  
*Trésorier / Treasurer* : Harihara Iyer  
*Secrétaire générale / Secretary-General* : Josette Erfan  
*Trésorière adjointe / Assistant Treasurer* : Denise Lipinski  
*Autres membres / Other members* : Françoise Béchet, Georgeanne Dafé, Jean-Marc Dethoor, Merete Gerlach-Nielsen, Kanwar Mathur, Dina Zeidan

1. *Pensions et fiscalité / Pensions and taxation*  
**Yolaine Nouguié**, Jean-Marc Dethoor, Nahum Joël, Denise Lipinski, Witold Zyss
2. *Questions sociales et Conseil de gestion du Fonds de solidarité*  
*Social Matters & Management Board of the Solidarity Fund*  
Présidente : **Georgeanne Dafé**  
Vice Présidente  
et trésorière : Denise Lipinski  
Membre : Françoise Béchet
3. *Caisse d'assurance maladie*  
*Medical Benefits Fund*  
**Yolaine Nouguié**, Georges Kutukdjian
4. *Assurances complémentaires*  
*Complementary insurance*  
**Georgeanne Dafé**  
Françoise Béchet, Denise Lipinski
5. *Activités culturelles et loisirs*  
*Cultural and leisure activities*  
(La composition de la commission sera communiquée en septembre.)
6. *Promotion / Recruitment*  
**Georges Kutukdjian**  
Robert Kalman, Kanwar Mathur
7. *Groupe Perspectives / Prospects Group*  
**Merete Gerlach-Nielsen**, Chikh Békri, Sorin Dumitrescu, Claude Fabrizio
8. *Club Histoire / History Club*  
**Georges Kutukdjian**, Etienne Brunswic, Sorin Dumitrescu, Nino Chiappano, Robert Grauman, Lisbeth Schaudinn, Anne Willings-Grinda
9. *Club de l'amitié*  
**Dina Zeidan**
10. *Club informatique*  
**Françoise Béchet**, Robert Kalman
11. *Comité de rédaction de LIEN*  
*Editorial Committee for LINK*  
**Etienne Brunswic**, Nino Chiappano, Sorin Dumitrescu, Merete Gerlach-Nielsen, Robert Grauman, Rolf Ibach, Robert Kalman, Georges Kutukdjian, Aline Laurenty, Edgar Reichmann, Jacques Richardson, Mouna Samman, Witold Zyss

## La FAAFI et les Associations soeurs

### FAFICS and Sister Associations

NAIROBI, 13-21/07/2006

#### Les enjeux de la réunion du Comité mixte des pensions

Comme il est indiqué dans l'éditorial de la Présidente, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies tiendra sa prochaine session à l'Office des Nations Unies à Nairobi du 13 au 21 juillet 2006. Comme d'habitude, la Fédération des associations des anciens fonctionnaires internationaux (FAAFI) y sera représentée et les positions qu'elle adoptera seront définies par la prochaine

#### What is at stake in the Pension Board?

As mentioned in the President's corner, the United Nations Joint Staff Pension Board will hold its next session in the United Nations Office in Nairobi from 13 to 21 July. As usual, the Federation of Associations of Former International Civil Servants (FAFICS) will be represented and the positions of the Federation will be defined at its forthcoming Council session, to take place in

session de son Conseil qui se réunira à Genève du 4 au 7 juillet. Un rapport au sujet des principales décisions du Comité mixte pouvant intéresser nos membres sera publié dans *LIEN* dès que possible après la session. Dans la présente note je souhaite évoquer quelques-uns des problèmes que le Comité aura à examiner.

### ***Gestion des placements : externalisation***

De manière tout à fait inattendue, la gestion des placements de la Caisse est devenue récemment une question hautement controversée ; elle risque de devenir la principale question à l'ordre du jour qui est déjà bien chargé. Les placements de la Caisse ont atteint cette année le montant impressionnant de plus de 34 milliards de dollars et le rendement de ces placements est un des éléments principaux pris en considération lors de l'évaluation actuarielle de la Caisse. Selon les Statuts de la Caisse, c'est le Secrétaire général qui décide du placement de ces avoirs après consultation d'un comité des placements (composé d'une dizaine de spécialistes dans ce domaine) et « compte tenu des observations et suggestions formulées de temps à autre par le Comité mixte en ce qui concerne la politique à suivre en matière de placements ». Les pouvoirs du Secrétaire général à cet égard sont délégués au Secrétaire général adjoint à la gestion. Un Service de la gestion des placements, qui compte plus d'une vingtaine de membres du personnel du Secrétariat de l'ONU, est chargé des opérations courantes.

Tout récemment – un mois à peine avant la réunion du Comité mixte – le Secrétaire général adjoint à la gestion, M. Christopher Burnham (qui avait été nommé à ce poste il y a un an environ) a informé la direction de la Caisse et le Comité des pensions du personnel des organisations membres qu'il avait l'intention d'introduire des modifications profondes dans le système de gestion des placements. Le 9 juillet il a exposé – assez succinctement – au Comité des pensions du personnel de la FAO à Rome (Paris, Londres et Vienne participant par vidéoconférence) que les résultats enregistrés par la Caisse étaient très médiocres : il place notre Caisse dans les 20 pour cent les plus bas parmi les principales caisses de pensions aux États-Unis, alors que dans le passé nous avons toujours été informés – y compris par les prédécesseurs de M. Burnham – que les résultats de la Caisse étaient très honorables par comparaison avec des points de référence retenus. M. Burnham préconise une réforme radicale de la stratégie de la Caisse, en particulier en externalisant la gestion des placements, ou du moins d'une partie importante de ceux-ci, à des organismes financiers extérieurs.

Tant les représentants des participants que ceux des retraités – pour autant qu'il a été possible de procéder à quelques consultations en espace de quelques jours –

Geneva from 4 to 7 July. A report on the main decisions of the Board of interest to our members will be published by *LINK* as soon as possible after the session. In this note I shall try to outline some of the problems which the Board will have to tackle.

### ***Management of the investments: outsourcing?***

Quite unexpectedly, the management of the Fund's investments has recently become a highly controversial issue which risks to become the main subject on the agenda which is already very heavy. The investments of the Fund have reached this year the respectable amount of more than 34 billion dollars and the returns on investments are one of the main elements taken into consideration in the actuarial valuation of the Fund. According to the Regulations of the Fund, the investment of these assets is decided upon by the Secretary-General after consultation with an Investments Committee (composed of some ten specialists in this field) and "in the light of observations and suggestions made from time to time by the Board on the investments policy". The authority of the Secretary-General on this matter is delegated to the Under-Secretary-General for Management. An Investment Management Service, composed of over twenty staff members of the UN Secretariat, is in charge of day-to-day operations.

Very recently – barely a month before the Board is scheduled to meet – the Under-Secretary-General for Management, Mr Christopher Burnham (who took over this post about a year ago) informed the Fund management and the Staff Pension Committees of the member organizations that he wanted to introduce major changes in the manner in which the investments are managed. On 9 July he explained – rather briefly – to the FAO Staff Pension Committee in Rome, with Paris, London and Vienna participating by videoconference, that the performance of the Fund was very poor: he places our Fund in the bottom 20 per cent of major pension funds in the United States, although in the past we have always been told – including by Mr Burnham's predecessors – that the Fund was performing quite well in relation to the benchmarks selected. Mr Burnham is in favour of a major change in the strategy of the Fund, including in particular outsourcing the management of the investments, or at least of a significant part of it, to outside financial companies.

Both participants' and retirees' representatives – insofar as it was possible to have some consultations in a very short period of time – are extremely concerned by these proposals. The explanations

sont extrêmement préoccupés par ces propositions. Les explications reçues à ce jour sont très vagues et ne permettent guère de se faire une idée claire sur les avantages de ces propositions – et les risques qu'elles entraînent. L'avis du Comité des placements n'a pas encore été communiqué. Il faut espérer que le Comité mixte hésitera à faire des recommandations tant qu'il n'aura pas reçu une étude approfondie de la question, contenant une analyse minutieuse des faiblesses du système actuel et des avantages qu'une nouvelle stratégie pourrait offrir.

Autres points à l'ordre du jour :

### ***Évaluation actuarielle***

L'initiative de M. Burnham relèguera sans doute au second plan ce qui constitue habituellement le point principal d'une session du Comité mixte : l'évaluation actuarielle. Ces résultats ne sont connus que depuis quelques jours. Ils sont forts satisfaisants. Selon le rapport du Comité des actuaires qui vient d'être rendu disponible, l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2005 fait état d'un surplus de 1,29 pour cent de la rémunération considérée aux fins de la pension. Au 31 décembre 2003 ce surplus s'élevait à 1,14 pour cent. Le Comité a conclu qu'une partie de ce surplus pouvait être utilisé actuellement pour améliorer les prestations. Il a néanmoins estimé qu'il serait prudent de retenir la majeure partie de ce surplus.

### ***Élimination de la réduction de 1,5%***

Compte tenu de ces résultats et de ces conclusions, la FAAFI insistera sur l'élimination complète de la réduction de 1,5 point de pourcentage du premier ajustement du coût de la vie qui suit la cessation de service. On se souviendra qu'en 2004 l'Assemblée générale, sur recommandation du Comité mixte, a décidé qu'il convenait de « procéder graduellement » pour éliminer cette réduction. C'est ainsi que cette réduction a été ramenée au 1<sup>er</sup> avril 2005 à un point de pourcentage et que les pensions ont été augmentées à cette date de 0,5 pour cent. Il existait au sein du Comité mixte en 2004 un accord assez général pour continuer dans cette voie en 2006, sous réserve que les résultats de l'évaluation actuarielle soient satisfaisants. Il ne faut pas oublier néanmoins que d'autres partenaires peuvent avoir des priorités différentes (notamment l'élimination des restrictions au droit à la restitution d'une période d'affiliation antérieure).

### ***Comité mixte, réduction du nombre des membres ?***

Une autre question controversée concerne les effectifs et la composition du Comité mixte. Cette question fait l'objet depuis quatre ans d'une étude par un Groupe de travail du Comité où la FAAFI était représentée. On peut trouver étrange, alors que ce processus

received so far are rather sketchy and do not make it possible to reach sound conclusions on the advantages which these proposals offer – and the concomitant risks. The views of the Investments Committee have not yet been made known. It is to be hoped that the Board will hesitate to make any recommendations as long as it has not received a thorough study of the entire issue, with a careful analysis of the weaknesses of the present system and of the advantages expected from a different strategy.

Other items on the agenda:

### ***Actuarial valuation***

Mr Burnham's initiative will certainly overshadow what is usually the main item of a Board session: the results of the actuarial valuation. These results have become available a few days only before this text was written. They are quite satisfactory. According to the report of the Committee of Actuaries which has just become available, the actuarial valuation as at 31 December 2005 disclosed a surplus of 1.29 per cent of pensionable remuneration. The corresponding figure at 31 December 2003 was 1.14 per cent. The Committee concluded that a portion of the surplus could be made available at this time to improve benefits. However, it also agreed that prudence dictated that most of the surplus should be retained.

### ***Elimination of the 1.5 per cent reduction***

In the light of these results and conclusions, FAFICS will press for the implementation of the full elimination of the reduction of 1.5 percentage point in the first cost-of-living adjustment following the separation of service. It will be remembered that in 2004 the General Assembly approved the Board's recommendation of a "phased approach" in the elimination of this reduction, with the result that from 1 April 2005 there is only a 1 percentage point reduction and that pensions were increased on that date by 0.5 percentage point. There was a fair measure of agreement in the Board in 2004 that, subject to satisfactory results of the next actuarial valuation, further steps in this direction would be taken in 2006. It must be borne in mind, however, that other stakeholders may have other priorities (in particular elimination of the limitation on the right to restoration of previous service).

### ***Pension Board: reduction of the size?***

Another controversial issue concerns the size and composition of the Pension Board. This question had been under study for the last four

avait été lancé par la proposition de porter les effectifs du Comité mixte de 33 à 36 – ce qui n’a pas été accepté par l’Assemblée générale – que le Groupe de travail recommande maintenant la réduction de ces effectifs de 33 à 21, le chiffre de 33 étant présenté comme une position de repli. Le Groupe de travail recommande également que le Comité mixte se réunisse chaque année et non tous les deux ans. La FAAFI a des doutes sérieux au sujet du bien-fondé de la réduction et il me semble qu’il y aura de fortes résistances, car ceci entraînera une réduction de la représentation de certaines organisations, y compris de certaines grandes organisations.

### ***Représentation des retraités***

Dans son premier rapport soumis au Comité mixte en 2004 le Groupe de travail a proposé d’adjoindre au Comité mixte deux membres ayant le droit de vote pour représenter les retraités (actuellement les retraités, représentés par la FAAFI, ont des représentants ayant tous les droits de membre sauf le droit de vote). Cette proposition a été abandonnée et les représentants de la FAAFI au Groupe de travail, tout en maintenant la position de principe selon laquelle les retraités devraient avoir une représentation complète au Comité mixte, y compris le droit de vote, ont reconnu que cela ne paraissait pas réalisable à l’heure actuelle. Au lieu de cela le Groupe de travail recommande que la reconnaissance du rôle des représentants des retraités devrait se faire sous la forme de prise en charge par la Caisse des frais de participation de deux de leurs représentants au Comité mixte (un seul au Comité permanent). Il a été convenu que ces représentants seraient élus par l’ensemble des retraités (cette élection étant organisée par le Secrétariat de la Caisse), étant entendu que pour le moment, du moins jusqu’à la prochaine session du Comité mixte, ils seront désignés par la FAAFI.

Beaucoup d’autres questions à l’ordre du jour intéressent au premier chef les retraités. Il n’est possible que de les énumérer ici (elles seront traitées plus en détail dans le rapport qui sera publié plus tard dans *LIEN*) : étude sur la pension d’invalidité ; Fonds d’urgence ; étude sur les incidences de la dollarisation ; versement résiduel ; incidences des fluctuations monétaires sur le montant des pensions ; dispositions relatives aux prestations payables aux membres ou anciens membres de la famille ; Article 35bis des Statuts de la Caisse (prestation de conjoint divorcé) ; situation des anciens participants de l’ex-Union des Républiques socialistes soviétiques, de l’ex-République socialiste soviétique d’Ukraine et de l’ex-République socialiste soviétique de Biélorussie.

years by a Working Group of the Board, on which FAFICS was represented. Strangely enough, while originally the process was launched by a proposal to increase the size of the Board from 33 to 36, which was not approved by the General Assembly, the Working Group recommends now as a preferred solution the reduction of the size of the Board from 33 to 21, with the present size as a fall-back position. The Working Group also recommends that the Board should meet every year rather than once in two years. FAFICS has serious doubts about the wisdom of this reduction and I believe that there will be a strong resistance, as it would mean a reduction in the representation of a number of organizations, including some major ones.

### ***Representation of the retirees***

In its first report, submitted to the Board in 2004, the Working Group proposed to add to the Board two members, with full voting rights, to represent the retirees (at present retirees, represented by FAFICS, have representatives on the Board who have all the rights of members except the right to vote). This proposal has now been abandoned and the FAFICS representatives on the Working Group, while maintaining as a position of principle that retirees should have a full-fledged representation on the Board, with voting rights, agreed that this did not seem feasible at this stage. Instead the Working Group recommends that, as recognition of the role of the representatives of the retirees, the Fund should bear the cost of attendance of two of their representatives (one in the Standing Committee). It was agreed that these representatives should be elected by the entire body of retirees (such election to be organized by the Secretariat of the Fund) and that, for the time being, at least for the next session of the Board, they should be selected by FAFICS.

A number of other items of interest to retirees are on the agenda, which can only be enumerated here (and will be discussed at greater length in the report to be published later by *LINK*): study on disability benefit issues; Emergency Fund; study on impact of dollarization; residual settlements; impact of currency fluctuations on pension benefits; benefit provisions in respect of family, or former family members; Article 35bis of the Regulations (divorced spouse’s benefit); situation of former participants from the former USSR, Ukrainian SSR and Byelorussian SSR.

Witold Zyss